



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

D2018-0201



E 19032

PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie Île-de-France

Évry, le **13 FEV. 2019**

Unité départementale de l'Essonne

Nos réf. : A2018-1796

D2019-0201

Affaire suivie par : Muriel LEMAIRE

muriel.lemaire@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 01.60.76.33.92 – Fax : 01.60.76.34.88

N:\ACTIONS_ICPE\ETAMPES\Dourdan\SENIOR_CALORSTAT\20181016_incend
ielprojet_ligne_TS_manuelle\20190115_SENIOR_CALORSTAT_rapport_AP_V3.o
dt

Objet : Installation Classée SENIOR AEROSPACE CALORSTAT
Rapport proposant un arrêté préfectoral pour l'exploitation d'une ligne manuelle provisoire de traitement de surfaces

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Réf : Porter à connaissance du 21 décembre 2018, complété le 16 janvier 2019

Rapport de l'inspection des installations classées

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	SENIOR AEROSPACE CALORSTAT
Adresse	Rue des Souffles, ZI La Gaudrée
Activité	Traitement de surfaces et travail mécanique des métaux
Régime	A

Le présent rapport fait état de l'analyse du dossier de porter à connaissance du 21 décembre 2018, complété le 16 janvier 2019 transmis par la société SENIOR AEROSPACE CALORSTAT, pour l'exploitation d'une ligne de traitement de surfaces manuelle provisoire, suite à l'incendie de l'atelier de traitement de surfaces le 16 octobre 2018.

Il propose la prise d'un arrêté de prescriptions complémentaires modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral en objet.

1. PRÉSENTATION DE L'INSTALLATION

1.1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ DU SITE

La société SENIOR AEROSPACE CALORSTAT, autorisée par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1981, produit des soufflets fabriqués par deux façons différentes (membrane ou hydroformage) pour l'aéronautique (60 % de l'activité) et la défense (fournisseur unique sur quelques produits critiques Airbus, fournisseur de la défense stratégique française ...).

Certaines pièces sont fabriquées à la demande.

Le chiffre d'affaires de 2016 s'élève à 11,5 millions d'euros (9,9 millions d'euros en 2014).



Certificat FR015650-2
Certificat N° A 1607

Champ de certification disponible sur :

La société exploite notamment :

- un atelier de traitement de surfaces équipés de 2 lignes de traitement ;
- un atelier destiné au travail mécanique des métaux.

1.2. SITUATION ADMINISTRATIVE ACTUELLE

Les activités sont encadrées par les arrêtés préfectoraux n° 2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 015 du 5 février 2013 et n° 2014.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/932 du 12 décembre 2014. La situation administrative a été mise à jour par courrier du 16 novembre 2017 :

Rubriques de la nomenclature et régime	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
2565-2-a (A)	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres.	2 lignes de traitement : – cuivre (passivation, décapage, déroche, dégraissage) – inox (passivation, décapage inox et titane, dégraissage) 14 cuves de traitement de volume utile de 900 litres Volume total des bains : 12 000 litres
4110-2-A (A)	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg.	Acide fluorhydrique à 70 % = 450 kg
4120-2 (A)	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 tonnes.	– 2 bains actifs nitro fluorés = 3 964 kg – 2 bains usés fluorés = 7 000 kg Quantité totale = 10 964 kg
2560-2 (DC)	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 150 kW mais inférieure ou égale à 1 000 kW.	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes = 485 kW
2561 (DC)	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	3 fours de traitement thermique à vide
2564-A-2 (DC)	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant supérieur à 200 litres mais inférieur ou égal à 1500 litres.	Machine de dégraissage au perchloroéthylène Volume de la cuve = 900 litres
2921-B (DC)	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	2 tours aéroréfrigérantes (314 kW et 481 kW) Puissance absorbée totale = 795 kW
4130-2-B (D)	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 10 tonnes.	Acide chlorhydrique = 230 kg Acide nitrique = 648 kg 1 bain nitrique = 1 979 kg 1 bain de rinçage = 3 300 kg Quantité totale = 6 157 kg
1630 (NC)	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes.	– 1 cuve de 2500 litres de lessive de soude pour le traitement des eaux – 1 cuve de 2500 litres de bisulfite de soude pour la déchromatation – 25 bidons de 30 litres de soude caustique Quantité totale présente = 5,8 tonnes
2575 (NC)	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Puissance totale installée = 6,64 kW

Rubriques de la nomenclature et régime	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
2910 (NC)	Installation de combustion	Une chaudière au gaz naturel de 260 kW 6 chauffages ponctuels = 835 kW Puissance thermique maximale totale = 1,1 MW
4510 (NC)	Substances et mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 tonnes	Acide chromique = 950 kg
4511 (NC)	Substances et mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes	Perchloroéthylène = 650 kg 2 bains actifs = 1 428 kg 2 bains usés = 7 020 kg Quantité totale = 9 098 kg

1.3. ENJEUX PRINCIPAUX

Le site se situe au sein d'une zone boisée. La déchetterie et la caserne des pompiers sont les voisins immédiats. Il n'existe pas de zone d'habitation à proximité du site.

2. CONTEXTE

Suite à l'incendie d'octobre, la société SENIOR AEROSPACE CALORSTAT souhaite redémarrer rapidement l'activité de traitement de surfaces afin de pouvoir honorer les commandes de ses clients sans devoir les sous-traiter. Dans l'attente de la reconstruction de la ligne automatisée, elle souhaite installer une ligne provisoire manuelle pour traiter des pièces pour lesquelles une autre solution n'est pas possible.

Par courrier du 21 décembre 2018, la société SENIOR AEROSPACE CALORSTAT a transmis un porter à connaissance relatif à l'installation de cette ligne provisoire.

Suite à une réunion téléphonique le 10 janvier 2019, ce document a fait l'objet de compléments le 16 janvier 2019.

Les enjeux sont le risque incendie et les rejets atmosphériques.

3. LIGNE DE TRAITEMENT DE SURFACES MANUELLE

La ligne sera installée dans la salle ED de l'atelier, contiguë à l'atelier de traitement de surfaces historique. L'emplacement est justifié par :

- facilité de raccordement sur la station de traitements des eaux existante,
- pas de travaux lourds nécessaires à la sécurisation anti-incendie du local,
- dimensions adaptées du local,
- accessibilité de la salle.

Les travaux nécessaires pour rendre le local conforme à la réaction et à la résistance au feu sont achevés.

La ligne est composée de 14 bains dont 6 sont actifs, soit 1200 litres de bains chimiques. Les compositions des bains sont identiques à celles des bains de l'atelier de traitement de surfaces historique. L'ensemble de la ligne sera installé sur rétention, avec cuves séparées pour éviter les mélanges de produits incompatibles. Il n'y a pas d'utilisation de nouveaux produits.

L'exploitation, l'entretien et la maintenance de cette ligne sont confiés aux mêmes personnes que l'atelier historique. Le personnel est donc formé à la manipulation de produits chimiques et aux premiers secours en cas d'accident.

Le principal impact sur l'environnement concerne les rejets atmosphériques. Une aspiration est prévue au-dessus des différents bains. D'après le dossier, à la vue des concentrations en produits et du volume des bains, un traitement des rejets à l'atmosphère n'est pas nécessaire. L'exploitant a proposé le programme de surveillance suivant : un contrôle bimensuel sur le premier mois de fonctionnement et un contrôle mensuel pour les trois mois suivants. Au regard des résultats, la fréquence de surveillance pourra être adaptée et si les valeurs limites autorisées ne sont pas respectées, un traitement des rejets sera mis en place.

Concernant l'impact des rejets aqueux, les eaux de rinçage et les effluents (acides et basiques) de la ligne provisoire seront amenés puis traités dans la station de traitement des eaux du site. Les compositions chimiques et les concentrations des bains étant identiques à la ligne historique, il n'y a pas de modification à prévoir sur le traitement et sur la qualité des rejets.

Le principal risque du local concerne l'incendie. Des travaux ont été entrepris pour rendre le local conforme à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2565. L'atelier provisoire est équipé en détecteurs de fumée et en extincteurs. Il reste à trouver une solution technique pour équiper le local d'un système de désenfumage.

L'exploitant prévoit d'améliorer le dispositif de ventilation du local (rajout d'un système d'aspiration et extraction vers l'extérieur de l'usine). Les travaux seront finalisés sous un mois.

4. ANALYSE DE L'INSPECTION

Le projet de ligne provisoire manuelle a fait l'objet d'une réunion téléphonique avec l'exploitant. Au regard des volumes des bains actifs, l'installation relève du régime de la déclaration sous la rubrique 2565.

Au regard du porter à connaissance transmis, et de ses compléments, l'exploitant a justifié la conformité de son installation à l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 (traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc., par voie électrolytique, chimique, ou par emploi de liquides halogénés).

L'exploitant a pris en compte les impacts environnementaux (rejets atmosphériques et rejets aqueux). Le projet d'arrêté préfectoral tient compte de ces rejets et prescrit des valeurs limites d'émission.

Concernant le risque incendie, celui-ci est pris en compte. Le projet d'arrêté préfectoral reprend les dispositions prises par l'exploitant. Le système de désenfumage de l'atelier est muni d'une aspiration avec une commande d'activation.

L'installation de cette ligne de traitement de surfaces provisoire manuelle est une modification notable mais non substantielle.

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Considérant que la société SENIOR AEROSPACE CALORSTAT a déclaré des modifications dans les modalités d'exploitation de l'établissement,

Considérant que ces modifications sont notables sans être toutefois substantielles,

Considérant qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'Environnement, d'encadrer l'installation provisoire par des prescriptions,

Il est proposé à Monsieur le Préfet de prendre le projet d'arrêté préfectoral joint sans présentation au CODERST comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement



Muriel LEMAIRE

Vérificateur/Approbateur

Pour le directeur et par délégation,
L'adjointe au chef de l'unité départementale,



Sophie PIERRET

ARRÊTÉ

N° 2019.PREF/DCCPAT/BUPPE XXXX du XX/XX/2019
portant imposition de prescriptions complémentaires à la société SENIOR AEROSPACE
CALORSTAT pour l'exploitation d'une ligne manuelle provisoire de traitement de surface sur la
commune de DOURDAN

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment l'article R. 181-45,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, **Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,**

VU le décret du 08 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, sous-préfet, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n°2019-PREF-DCPPAT-BCA-014 du 21 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, sous-préfet de l'arrondissement chef-lieu, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n°2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 015 du 05 février 2013 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations de traitement de surfaces exploitées par la société SENIOR CALORSTAT SAS située rue des Soufflets, ZI La Gaudrée sur la commune de DOURDAN,

VU l'arrêté préfectoral n°2014.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/932 du 12 décembre 2014 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations de traitement de surfaces exploitées par la société SENIOR AEROSPACE CALORSTAT située rue des Soufflets, ZI La Gaudrée sur la commune de DOURDAN,

VU l'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/221 du 19 octobre 2018 portant imposition à la société SENIOR CALORSTAT SAS de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire pour son atelier de traitement de surfaces situé rue des Soufflets, ZI La Gaudrée à DOURDAN,

VU le porter-à-connaissance du 21 décembre 2018 portant sur l'installation d'une ligne de traitement de surfaces manuelle provisoire, complété le 16 janvier 2019,

VU l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 : traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc., par voie électrolytique, chimique, ou par emploi de liquides halogénés,

VU l'avis du SDIS du 31 janvier 2019,

VU les observations de la société SENIOR AEROSPACE CALORSTAT sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été notifié le 31 janvier 2019,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du xx/xx/2019,

CONSIDÉRANT que la société SENIOR AEROSPACE CALORSTAT a déclaré des modifications dans les modalités d'exploitation de l'établissement,

CONSIDÉRANT que certaines modifications de l'installation sont notables sans être toutefois substantielles,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'Environnement, d'adapter les prescriptions applicables à la société SENIOR AEROSPACE CALORSTAT pour son exploitation,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - NATURE DES ACTIVITÉS

Les activités de la société SENIOR AEROSPACE CALORSTAT, dont le siège est situé rue des Soufflets, ZI La Gaudrée sur la commune de DOURDAN (91 410) sont autorisées sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

La ligne de traitement de surfaces manuelle provisoire est localisée dans la salle ED de l'atelier, selon le plan de l'annexe 1.

La situation administrative de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 015 du 05 février 2013 inscrite à l'article 1er est complétée comme suit :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Rubrique	Régime
Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l	6 cuves de 200 l soit un volume de cuves de traitement de 1 200 l <ul style="list-style-type: none">• 1 bain dégraissage alcalin cuivreux/inox,• 1 bain de décapage inoxydable Nitro-Fluorhydrique• 1 bain dérochage cuivreux• 1 bain de décapage cuivreux de sulfate ferrique• 1 bain de passivation inoxydable• 1 bain de passivation cuivreux	2565-2-b	DC

ARTICLE 2 - CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations de la ligne de traitement de surfaces manuelle provisoire, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier porter-à-connaissance le 21 décembre 2018 et complété le 16 janvier 2019. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 015 du 05 février 2013 et n°2014.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/932 du 12 décembre 2014 complétées par les prescriptions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif de l'installation. La notification indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant porte à la connaissance du préfet la réhabilitation et la mise en service de l'atelier de traitement de surfaces principal. L'autorisation préalable de l'inspection des installations classées est nécessaire.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION ET L'AMÉNAGEMENT

Le local abritant les installations de la ligne de traitement de surfaces manuelle provisoire est conçu et aménagé de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie et présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré deux heures,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure,
- matériaux de classe MO (incombustibles).

Le local dispose d'une évacuation d'air en partie haute qui est utilisée comme système de désenfumage.

Le système de désenfumage dispose d'une commande d'activation de l'aspiration.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Un seuil de porte amovible, résistant aux acides, est tenu à disposition des opérateurs.

Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément à l'article de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2014 et au titre 5 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2013.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PRÉVENTION DES RISQUES

4.1 - RISQUE INCENDIE

Une sonde de niveau bas et une sonde de niveau haut sont installées par bain chauffé. Ces sondes permettent de stopper la chauffe des bains en cas de cuves vides suite à une fuite ou en cas de débordement de cuve.

Une sécurité électrique est installée pour permettre la chauffe des bains uniquement lorsqu'un opérateur est présent. Une seconde sécurité coupe la chauffe des bains le soir à une heure définie en cas d'oubli de coupure par l'opérateur. Chaque bain est équipé d'une sonde de température, qui coupe la chauffe du bain en cas de surchauffe.

Le local est équipé de détecteur de fumées.

L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes..., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces dispositifs sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

4.2 - RISQUE DE POLLUTION

L'ensemble de la ligne est installé sur une zone de rétention. Les bains incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. La capacité de la rétention est au minimum de 1 400 l. Elle est équipée de 3 contrôles de niveaux reliés à une alarme.

4.3 - SÉCURITÉ ET EXPLOITATION

L'exploitation de la ligne est assurée par du personnel formé à la manipulation des produits chimiques et ayant reçu une formation aux premiers secours en cas d'accident chimique.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n°2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 015 du 05 février 2013 et n°2014.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/932 du 12 décembre 2014 concernant la surveillance des rejets aqueux et les valeurs limites à respecter sont applicables.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

6.1 - DISPOSITIF DE CAPTATION

Une aspiration, munie d'un ventilateur d'un débit de 10 000 m³/h, est installée au-dessus des bains suivants :

- n°14 – Dégraissage
- n°12 – Décapage Inoxydable
- n°10 – Décapage H₂SO₄
- n°8 – Décapage Sulfate ferrique
- n°6 – Passivation Inoxydable
- n°5 – Passivation Cuivreux

Le bain n°5 est équipé d'un dévésiculeur.

Lorsque les bains ne sont pas utilisés, ils sont fermés par un couvercle empêchant l'évaporation de produits.

6.2 - SURVEILLANCE DES REJETS

L'exploitant met en place le programme de surveillance suivant :

1 ^{er} mois de fonctionnement	Analyses des rejets bimensuelles
3 mois suivants	Analyses des rejets mensuelles

Les paramètres mesurés sont définis par l'exploitant et sont à minima ceux fixés à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 015 du 05 février 2013 (conduits n°5 et 6).

Le prélèvement est effectué à la cheminée, au niveau de l'évacuation vers l'extérieur.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan des résultats.

La fréquence des mesures peut être modifiée après 4 mois de mesures, après accord de l'inspection des installations classées, sur demande argumentée de l'exploitant présentant les résultats et les comparant aux valeurs limites d'émission mentionnées ci-dessous.

6.3 - VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

Les rejets à l'atmosphère des installations respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentrations en mg/Nm ³
Acidité totale exprimée en H	0,5
Alcalins exprimés en OH	10
HF	2
Poussières	100
NOx	200
SO ₂	100
Cr total	1
Cr VI	0,1
NH ₃	30
CN	1
COVNM	75

ARTICLE 7 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>):

- 1) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- 2) Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

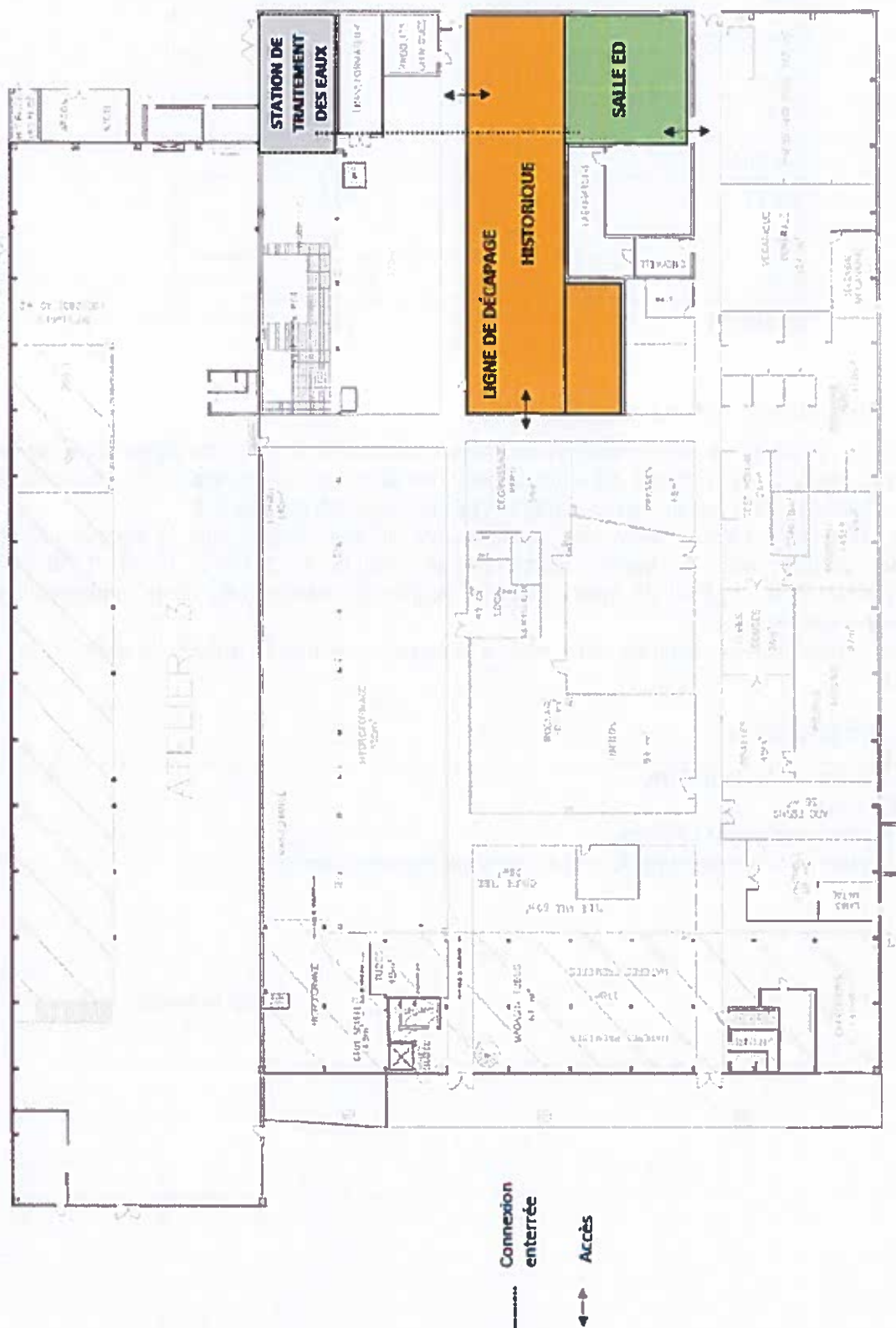
ARTICLE 8 - EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture,
Le Maire de Dourdan,
Les Inspecteurs des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet

ANNEXE 1

Localisation de la salle ED dans l'atelier



ANNEXE 2

Localisation du point de prélèvement des rejets atmosphériques

